

La mobilisation de la conscience de genre dans le rapport à la politique des femmes lesbiennes en France

Mickaël Durand

► **To cite this version:**

Mickaël Durand. La mobilisation de la conscience de genre dans le rapport à la politique des femmes lesbiennes en France. Lire la politique au prisme du genre, Peter Lang, pp.22 - 38, 2019. hal-02360839

HAL Id: hal-02360839

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-02360839>

Submitted on 13 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mobilisation de la conscience de genre dans le rapport à la politique des femmes lesbiennes en France

DURAND Mickaël, doctorant, Sciences Po, Centre d'études européennes et de politique comparée

Le comportement politique et la politisation des gays et lesbiennes reste un champ de recherche à explorer¹, notamment sous l'angle de la politique institutionnelle et partisane. Un petit *corpus* de travaux nord-américains² a toutefois soulevé la question du comportement électoral des LGB³ et mis au jour un effet de l'orientation sexuelle sur le positionnement politique, en montrant un ancrage démocrate plus fort des LGB que dans le reste de la population générale. Quelques-unes de ces enquêtes font notamment apparaître un *gender gap* entre électeurs et électrices LGB : l'ancrage démocrate aux États-Unis et à gauche au Canada serait bien d'avantage le fait des lesbiennes que des gays⁴. Mark Hertzog explique ce *gender gap* par un effet du féminisme qui rendrait les femmes lesbiennes politiquement plus libérales que les hommes gays : la différence de comportement électoral entre électeurs et électrices LGB et le reste de la population tiendrait à un *feminism gap*. En France, de récentes enquêtes repèrent un tropisme de gauche chez les LGB et confirment un *gender gap* dans cet électorat : aux élections régionales de 2015, les hommes en couple de même sexe sont bien plus portés que les femmes en couple de même sexe vers le Front National, ces dernières ayant par ailleurs davantage voté que les premiers pour le Parti socialiste⁵. Plus récemment, les intentions de vote pour l'élection présidentielle de 2017 montrent un « tropisme nettement plus marqué vers la gauche des femmes homosexuelles et bisexuelles »⁶ : ces résultats laissent entendre que la différence de comportement électoral entre électeurs et électrices LGB et le reste de la population en France serait aussi maintenue par un *gender gap* dans l'électorat LGB. La différence de positionnement politique selon l'orientation sexuelle serait plus le fait des femmes lesbiennes et bisexuelles que des hommes gais et bis plus facilement portés vers les droites. Ces données françaises ne permettent toutefois pas de tester un quelconque effet du féminisme dans le positionnement politique des femmes, mais le *feminism gap* que M. Hertzog repère chez les LGB indique qu'un rapport politisé au genre – la conscience de genre – peut jouer dans l'appréhension de la politique institutionnelle dans cette population.

¹ PATERNOTTE David et PERREAU Bruno, « Sexualité et politique en francophonie : état des lieux et perspectives de recherche », *Politique et Sociétés*, n° 2, vol. 31, 2012, p. 3-30 ; COOK Timothy E., « The Empirical Study of Lesbian, Gay, and Bisexual Politics : Assessing the First Wave of Research », *American Political Science Review*, n° 3, vol. 93, 1999, p. 679-692.

² DURAND Mickaël et MAYER Nonna, « Genre, sexualité, et vote » in Nonna MAYER et Yves DÉLOYE (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Emile Bruylant, 2017, p. 265-318.

³ Lesbienne(s), gay(s), bi(s).

⁴ PERRELLA Andrea, BROWN Steven et KAY Barry, « Voting Behaviour among the Gay, Lesbian, Bisexual and Transgendered Electorate », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, n° 1, vol. 45, 2012, p. 89-117 ; HERTZOG Mark, *The lavender vote: lesbians, gay men, and bisexuals in American electoral politics*, New York, New York University Press, 1996.

⁵ BROUARD Sylvain, « Orientation sexuelle et action publique : les bénéficiaires du Mariage pour tous votent-ils plus à gauche ? », *L'enquête électorale française : comprendre 2017*, La note #9, Cevipof, février 2016.

⁶ BROUARD Sylvain, « L'orientation sexuelle affecte-t-elle les intentions de vote ? », *L'enquête électorale française : comprendre 2017*, La note #33, Cevipof, mars 2017, p. 4. Ce sondage du Cevipof catégorise Emmanuel Macron comme étant ni de droite ni de gauche.

Dans le cas des lesbiennes, l'hypothèse d'un effet de la conscience de genre dans l'appréhension de la politique institutionnelle est d'autant plus pertinente si l'on rappelle que les mouvements sociaux produisent des identités politiques et des schèmes de pensée mobilisables au-delà de leur cadre de production dans d'autres dimensions de la vie sociale⁷. Fréquenter et intégrer les mouvements lesbiens et féministes pourrait alors favoriser l'appropriation d'une conscience de genre⁸ mobilisable dans l'appréhension de la politique. Toutefois, mouvements lesbien et féministe ne se sont pas toujours rencontrés⁹ et le féminisme ne croise pas toutes les trajectoires lesbiennes.

L'approche qualitative de cette contribution inscrit la réflexion dans un renouvellement critique des analyses du *gender gap* électoral¹⁰, ici au travers du cas des lesbiennes. La contribution interroge l'effet de la conscience de genre sur le rapport à la politique des femmes lesbiennes, c'est-à-dire l'appropriation ou non d'une grille de lecture genrée de la politique chez ces femmes. Cette question implique d'analyser la socialisation politique des enquêtées, pour déceler les conditions de formation d'une conscience de genre mobilisable dans le rapport individuel à la politique. Cela suppose d'une part de regarder les socialisations primaire et secondaire, différenciées d'après leur définition classique selon le cycle de vie¹¹ ; et cela induit d'autre part une définition souple de la socialisation politique entendue comme « les mécanismes et les processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentation, d'opinions et d'attitudes politiques¹² », ce qui enjoint à ne pas réduire la socialisation politique à sa dimension seulement institutionnelle et partisane. Cette conception élargie de la socialisation politique permet de travailler à la fois la politisation dans son sens institutionnel – la sphère de « la » politique –, mais aussi dans le sens des mécanismes de conflictualisation des identités sociales¹³ – la fabrication d'une conscience de genre, dans notre cas. Les travaux mobilisant la conscience de genre¹⁴ permettent de définir ce concept en tant qu'intériorisation de schèmes critiques d'appréhension du monde social sous l'angle du genre. Ce concept renvoie donc à la déconstruction et la conflictualisation de l'identité « femme », résultant notamment d'une

⁷ JACQUEMART Alban et ALBENGA Viviane, « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, n° 1, vol. 109, 2015, p. 7-20.

⁸ TAYLOR Verta et WHITTIER Nancy E., « Collective Identity in Social Movement Communities. Lesbian Feminist Mobilization » in MORRIS Aldon D. et MCCLURG MUELLER Carol (dir.), *Frontiers in social movement theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 104-129.

⁹ CHETCUTI Natacha et MICHARD Claire (dir.), *Lesbianisme et féminisme : histoires politiques*, Paris, L'Harmattan, 2003.

¹⁰ ACHIN Catherine et LÉVÊQUE Sandrine, « *Mind the gap !* De la variable sexe au genre des comportements électoraux », *Travail, genre et sociétés*, n° 2, vol. 40, 2018, p. 33-50.

¹¹ Primaire renvoyant à l'enfance et l'adolescence, et secondaire à la vie d'adulte ou jeune adulte. DARMON Muriel, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2016 [2006].

¹² PERCHERON Annick, « La socialisation politique. Défense et illustration » in Jean LECA et Madeleine GRAWITZ (dir.), *Traité de science politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, vol. 3, p. 165.

¹³ DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, BRACONNIER Céline, HAMIDI Camille, LEFÉBURE Pierre, MAURER Sophie et SCHERRER Vanessa, « Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication » in Pascal PERRINEAU (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2003, p. 107-129 ; MAURER Sophie, « École, famille et politique : socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique », *Dossiers d'études. Allocations Familiales*, n° 16, 2000.

¹⁴ GURIN Patricia, « Women's Gender Consciousness », *Public Opinion Quarterly*, n° 2, vol. 49, 1985, p. 143-163 ; ACHIN Catherine et NAUDIER Delphine, « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, n° 1, vol. 1, 2010, p. 77-93 ; MASCLET Camille, « Le féminisme en héritage ? Enfants de militantes de la deuxième vague », *Politix*, n° 1, vol. 109, 2015, p. 45-68.

socialisation au féminisme, dont les canaux peuvent être divers (des lectures, les études, une organisation militante *etc.*¹⁵). La conscience de genre se lit ainsi dans la capacité des individus à décrypter ou non différentes dimensions de la vie sociale en termes d'inégalités entre les sexes ou en termes de rôles et identités de genre socialement construits, à l'échelle systémique aussi bien qu'individuelle des comportements et des attitudes. « Lire la politique à l'aune du genre » signifie donc lire la politique en ces termes sous l'effet d'une conscience de la domination masculine¹⁶ et d'un regard critique déconstruisant les rôles de genre en politique. L'inégalité entre les sexualités homosexuelle et hétérosexuelle n'est pas comprise dans le terme « genre » et renvoie à une autre grille de lecture, à l'aune du rapport de domination entre les sexualités, l'hétérosexisme. Du point de vue de la structure sociale, les rapports de genre et de sexualités se co-construisent et s'articulent, mais du point de vue de l'analyse des trajectoires et des individus il convient de séparer genre et sexualité¹⁷. Cette contribution montre que la conscience de genre liée à une socialisation aux idées féministes favorise incontestablement la mobilisation du genre comme grille de décodage de la politique, mais qu'une conscience de genre structurée par le féminisme n'est néanmoins pas indispensable à un tel décodage. Certaines conditions de socialisations primaires (héritage politique familial ou politisation précoce à gauche) et secondaires semblent incontestablement favoriser l'intériorisation d'une conscience de genre mobilisable en politique. Pour autant, en dehors de ces situations, l'expérience complexe, voire douloureuse de l'homosexualité peut parfois suffire, bien que cela semble rare, à activer une lecture genrée de la politique. Cette même expérience de l'homosexualité peut en revanche de façon bien plus évidente favoriser une lecture « homosexualisée » mais non genrée du jeu politique, la conscience de sa place sociale en tant que lesbienne pouvant ne rien induire quant à sa place sociale en tant que femme.

Méthodologie de l'enquête

Le matériau est issu d'un *corpus* d'entretiens réalisés dans le cadre d'une thèse sur la politisation des gays et lesbiennes en France. Cette contribution se fonde sur 31 entretiens semi-directifs approfondis avec des femmes s'auto-déclarant lesbiennes, recrutées par voie associative et par boule-de-neige, vivant à Paris ou en province. Une lettre, légèrement adaptée selon qu'elle était adressée à une militante ou non, était envoyée par mail après ou au moment du premier contact avec l'enquêtée afin d'expliquer l'objet de la demande d'entretien et laisser entendre l'orientation sexuelle partagée entre l'enquêteur et les enquêtées¹⁸. L'asymétrie d'information quant à la sexualité de l'enquêteur vis-à-vis des enquêtées était d'autant plus importante à rectifier que la dynamique d'entretien était déjà marquée par un rapport de genre. Les militantes féministes issues d'organisations proviennent d'une association féministe *queer* LBT, d'Act Up, d'un collectif féministe émanant du Parti communiste¹⁹, et d'SOS-Homophobie. Les entretiens visaient à retracer les socialisations

¹⁵ Sur ce point, voir le numéro suivant de *Politix* : ALBENGA Viviane, JACQUEMART Alban et BERENI Laure, « Appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, n° 1, vol. 109, 2015.

¹⁶ BOURDIEU Pierre, *La domination masculine*, Paris, Le Seuil, 2002 [1998].

¹⁷ CLAIR Isabelle, « Pourquoi penser la sexualité pour penser le genre en sociologie ? Retour sur quarante ans de réticences », *Cahiers du Genre*, n° 1, vol. 54, 2013, p. 105-115.

¹⁸ La formulation dans la lettre – « ...questions vers lesquelles je me suis porté en raison de mon vécu propre » – était volontairement allusive pour ne pas employer des termes très « identitaires » comme « gay » ou « homosexuel » pouvant faire reculer certaines enquêtées à l'auto-identification lesbienne moins affirmée.

¹⁹ L'enquête ne permet pas de les situer finement dans l'espace des féminismes, les débats structurant cet espace (voile et prostitution entre autres) n'ayant pas pu être abordés en entretien.

politique et sociosexuelle primaires et secondaires des enquêtées, qui ont toutes été anonymisées. La problématique du genre en politique au cours des entretiens est survenue spontanément avec les femmes féministes ; elle a en revanche été amenée par l'enquêteur par le biais de questions pour les femmes qui ne se revendiquaient pas féministes (par exemple, demander une précision sur le choix de vote à la présidentielle de 2007 qui a mis en lice un candidat et une candidate). La difficulté de l'enquête ne résidait donc pas tant dans l'évitement d'une imposition de problématique de genre que dans la construction de la confiance en entretien. Les femmes féministes *queer* ont pu manifester une méfiance à l'égard de l'enquêteur en tant qu'homme²⁰, qui devait en situation d'entretien trouver les moyens de mettre en confiance des femmes (très) militantes et conscientes des rapports de genre. L'enquêteur s'est alors employé à manifester sa connivence féministe au cours des entretiens par le biais d'attitudes, éléments de langage, et quelques éléments vestimentaires pouvant renvoyer à l'univers militant. Il s'agissait de déjouer toute autocensure potentielle vis-à-vis de discours féministes perçus comme devant être expliqués à un homme cis possiblement froissable²¹. A l'inverse, les entretiens avec les femmes non-militantes et conformes du point de vue des performances de genre ont nécessité moins d'anticipation dans la présentation de soi en entretien. La conformité cisgenre²² de l'enquêteur n'était en effet pas susceptible d'être en contradiction avec la lecture du monde social d'enquêtées peu infusées par la conscience de genre.

Que décode-t-on en politique à l'aune du genre ?

Le genre est une grille de lecture de la politique chez une minorité de femmes du *corpus* : ce sont le plus souvent des enquêtées qui sont ou ont été militantes et revendiquent leur identité féministe. Elles mobilisent le genre spontanément pour décrypter des enjeux et des débats, apprécier le personnel politique, et se repérer dans le système partisan.

Le genre pour décoder enjeux et candidats

Chez les femmes se revendiquant féministes, les inégalités de genre sont un schème d'appréhension d'enjeux qui ne sont pas d'abord cadrés publiquement sous l'angle du genre, comme les politiques de l'emploi, l'immigration, ou les questions de religion. Pour Annabelle (44 ans, cadre de la fonction publique), une politique de l'emploi qui favorise le temps partiel revient à enfermer les femmes dans un « revenu minimum de femme au foyer » et il conviendrait plutôt de « faire des places en crèche, parce que du coup ça permet plus d'autonomie pour les femmes ». Laurine (25 ans, étudiante) regrette dans les discours sur l'immigration « une récupération un peu du féminisme » dans une veine « justement homonationaliste », c'est-à-dire cette peur occidentale d'être « envahi par des personnes qui sont issues de sociétés ultra-patriarcales [et racisées] », ce qui selon elle est mal venu, puisque

²⁰ La présidente de l'association féministe *queer* a préféré refuser la proposition d'entretien. L'autre militante interrogée a été approchée par le biais d'un contact dans le réseau de l'enquêteur. Cette militante avait eu l'occasion d'apercevoir l'enquêteur dans un ou deux séminaires universitaires auxquels elle assistait, ce qui a favorisé la confiance. Elle a précisé que la présidente de l'association a en partie décliné l'entretien pour ne pas que la parole des lesbiennes soit recueillie et représentée par un enquêteur homme cis.

²¹ Extrait d'entretien de Laurine : « On avait comme slogan, on était très très enthousiaste, on chantait “non c'est non, la prochaine fois ça sera un coup de cutter dans ta bite connard” [rire de l'enquêteur], et ça avait pas du tout plu aux mecs de l'Inter-LGBT qui se sont sentis directement visés quoi ». Ce type de propos pourraient être censurés si l'enquêtée se sentait mal à l'aise en face d'un enquêteur homme.

²² « Cis » s'oppose à « transgenre » pour désigner les personnes dont l'identité de genre est alignée sur le sexe biologique.

« toutes les sociétés de toute façon sont patriarcales ». Le regard genré de ces femmes se repère encore plus facilement dans leur appréhension des professionnel·le·s de la politique, apprécié·e·s ou détesté·e·s en fonction des stéréotypes de genre qu'ils et elles incarnent, des performances de genre du public qu'ils et elles rassemblent, ou en fonction de leur position sur des enjeux féministes. La position de Jean-Luc Mélenchon sur la prostitution tout autant que sa performance de genre comptent pour Marie, et les stéréotypes genrés que semblent davantage véhiculer les femmes de droite que celles de gauche agacent Ellisa.

« Jean-Luc Mélenchon, ce mec est sexiste, sur les questions sociétales il a proposé des trucs, j'avais un peu potassé son programme et ben typiquement par exemple, truc à la con mais déjà il mettait dans la partie santé la question pour une femme de pouvoir choisir le sexe de son praticien notamment quand c'est un gynécologue [...], [mais] à la façon dont c'était formulé, c'était possible pour moi d'exiger une gynécologue femme mais pas pour des meufs musulmanes quoi. C'est à la façon dont c'était formulé honnêtement 'fin, mais grave ! Ce mec est un nationaliste laïcard abolitionniste ça va ! [...] Je voterai pas pour Mélenchon, ce mec est un connard, ça va quoi, là en mode culture cis-hétéro, y a pas pire. » (Marie, 42 ans, cheffe de projet)

« Un jour, alors y a eu des conférences à Sciences Po et y a eu des femmes en politique qui ont été invitées, y a eu Jeannette Bougrab, celle-là elle aurait mieux fait de fermer sa gueule et pas venir et vas-y que j'te ramène du "je suis mère, je suis femme, je suis maman je suis très heureuse, mon compagnon, mon truc, j'ai eu besoin à un moment de fonder de-", ce truc-là hein dans lequel on veut toujours nous ramener, et ben voilà. Alors que peut-être à gauche, on met peut-être en avant d'autres femmes, on met peut-être en avant des femmes comme ça aussi hein, mais on met aussi en avant d'autres femmes, moi je les ai pas vues les femmes à la Taubira à droite hein ! Les négresses tressées, je les ai pas vues hein. » (Ellisa, 26 ans, planneur stratégique)

Ellisa explique par ailleurs que Besancenot, elle « y arrive pas » depuis qu'elle est allée à un de ses meetings où elle a rencontré un sympathisant qui a tenu des propos essentialistes : « Les mêmes mecs qui disent "nan mais tu comprends, moi j'pense que la femme a des problèmes moins importants que les hommes parce que la femme, excuse-moi mais de par sa vocation de procréer et l'homme plus de créer-" [ton exaspéré], [j'ai entendu ça] d'un cinéaste qui a été un peu sympathisant de Besancenot ». On perçoit par ailleurs au travers de ces extraits que la conscience de genre chez ces femmes recoupe presque systématiquement d'autres grilles de lecture critique en termes de race ou de classe. Le regard genré de ces femmes peut alors orienter l'acte du vote : le sexe des candidat·e·s devient une variable, pas nécessairement déterminante, mais bel et bien pertinente, du choix de vote. Plusieurs enquêtées ont ainsi voté pour Ségolène Royal en 2007 en raison de son sexe. Cet acte de vote est intéressant car les travaux quantitatifs sur le comportement électoral des féministes ne testent pas l'effet « sexe du candidat²³ » et parallèlement, les travaux qui testent cet effet ne prennent pas en compte l'effet du féminisme ou de la conscience de genre des électeur·trice·s²⁴.

²³ CONOVER Pamela Johnston, « Feminists and the Gender Gap », *Journal of Politics*, n° 4, vol. 50, 1988, p. 985-1010 ; COOK Elizabeth, « Feminist Consciousness and Candidate Preference among American Women, 1972-1988 », *Political Behavior*, n° 3, vol. 15, 1993, p. 227-246 ; COOK Elizabeth et WILCOX Clyde, « Feminism and the Gender Gap - A Second Look », *The Journal of Politics*, n° 4, vol. 53, 1991, p. 1111-1122 ; WILCOX Clyde, « The causes and consequences of feminist consciousness among Western European women », *Comparative Political Studies*, n° 4, vol. 23, 1991, p. 519-545.

²⁴ BRIANS Craig Leonard, « Women for Women? Gender and Party Bias in Voting for Female Candidates », *American Politics Research*, n° 3, vol. 33, 2005, p. 357-375 ; DOLAN Kathleen A., *Voting for*

« (Et en 2007, tu te rappelles pour qui tu avais voté ?) Ah ben, j'ai voté Ségo, parce que c'était une femme, et une femme qui avait de la bouteille, qui avait fait plein de trucs dans les Deux-Sèvres et ça, je le savais parce que j'ai des copines qui sont dans les Deux-Sèvres et qui me racontaient tout ce qu'elle avait fait au Conseil général, oui ça sans problème, tu vois. (Et tu te disais consciemment « parce que c'est une femme » ?) Aussi parce que le fait d'avoir une femme à la tête d'un pays, ça change les choses, pour moi c'est, y compris Merkel hein, bon en même temps je l'aime pas beaucoup mais elle a quand même on va dire une droiture, elle est pas corrompue dans des tas de trucs tu vois, pour le moment bon, ça va quoi, je pense que oui alors Aubry j'aurais bien voulu enfin voilà quoi tu vois. » (Christine, 64 ans, éducatrice puis thérapeute à la retraite)

Ce vote s'ancre dans une vision essentialisante des candidates comme permettant de faire de la politique autrement, non pas parce que les enquêtées pensent que les femmes « par nature » feraient de la politique autrement, mais parce qu'elles ont conscience de la construction sociale des comportements genrés et de l'exclusion des femmes de la sphère politique²⁵. Leur présence au sein d'institutions de pouvoir pourrait alors contribuer à transformer les rapports entre les sexes.

Une conscience de genre qui problématise la représentation politique

Le genre est aussi une grille de lecture du système partisan. Ces enquêtées peuvent s'orienter parmi les partis politiques à partir des enjeux et des questions qui structurent l'espace des féminismes, comme le port du voile ou la prostitution. Nous l'avons lu, si Marie, fervente militante « pro-putes », déteste Mélenchon, c'est aussi parce qu'il est abolitionniste ; c'est également l'enjeu de la prostitution qui éloigne Solenne (52 ans, sans profession) du Front de Gauche : « moi [le Front de Gauche], je peux pas, moi, c'est-, après y a des sujets comme ça, je vais en prendre un qui est très polémique : la prostitution ». Ces enquêtées éprouvent alors des difficultés à se reconnaître dans l'offre partisane : toutes constatent qu'en tant que féministes, elles sont plutôt à la marge de la politique institutionnelle et du jeu partisan. Elles posent ici le problème de leur représentation.

« Je trouve ça difficile parce que, en tant que militants LGBT et féministes, on est censé être des gens très politisés justement, mais comme moi je me reconnais dans aucun parti et que du coup je milite pour aucun parti, c'est super difficile parce que par exemple là il va y avoir les présidentielles, et je me dis comment on va faire pour se positionner parce qu'on va entendre des trucs chiants tout le temps [...]. D'un côté, c'est mieux parce qu'on est indépendant de tout parti politique, et du coup on n'a pas de subvention blablabla, mais d'un autre côté, c'est difficile quoi de dire qu'y a personne qui peut nous représenter, c'est assez dur quand même comme truc. » (Julia, 28 ans, bibliothécaire)

De même pour Laurine, « en tant que féministes on a limite un programme derrière nous, etc. et en gros militer, c'est déjà se positionner comme un contre-pouvoir un petit peu justement aux partis, aux syndicats, etc. [...], et se positionner dans une dynamique de résistance vis-à-vis des grosses entreprises de partis qui permettent pas en fait d'avoir une position révolutionnaire ». Toutes les femmes dont il est question ici se positionnent à gauche, mais la

Women in the United States. How the Public Evaluates Women Candidates, Boulder, Westview, 2004 ; DOLAN Kathleen A., *When Does Gender Matter? Women Candidates and Gender Stereotypes in American Elections*, New York, Oxford University Press, 2014, chap. 3 « Attitudes, Stereotypes and Women Candidates » p. 49-90.

²⁵

ACHIN Catherine, BARGEL Lucie, DULONG Delphine et FASSIN Éric (dir.), *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007.

lecture du jeu partisan en termes de genre complexifie leur sentiment de pouvoir être représentées par les partis politiques de gauche. « Y a pas de partis politiques qui correspondent aujourd'hui à ce que je peux attendre d'un parti politique » déclare Annabelle, en partie parce qu'elle préférerait un parti ou un courant, comme l'écologie politique, qui promeuve « une vision de la société où déjà on enlève les biais liés au genre », un modèle qui puisse « tenir compte de la liberté de choix des individus » plutôt que de « valoriser les foyers mariés *etc.*, qui sont dans un cadre conservateur comme il peut y avoir à droite, ce sont des mesures fiscales qui sont forcément pas dénuées d'une certaine vision de la société qui va à l'encontre d'être femme et homo ». De même, Marie militait au NPA, mais s'est « tirée avec perte et fracas » parce que sur « la question des putes au bout d'un moment, j'ai pétié un plomb, [...] et sur les femmes qui portent le foulard, c'est plus possible ». Ainsi, l'abandon par le Parti socialiste du projet d'ouverture de la PMA aux lesbiennes lors des débats sur le Mariage pour tous, en 2012-2013, marque pour ces femmes une prise de distance avec le Parti socialiste. La rancœur de Marianne est expressive :

« Je le sentais vraiment bien et j'étais scandalisée que les lesbiennes soient sacrifiées quoi parce que c'est exactement ce qu'il s'est passé, c'est-à-dire autant la GPA, que ça fasse débat je le conçois totalement mais c'était pas dans la loi, donc elle est pas autorisée, la PMA était autorisée ! Et vraiment, ça leur aurait rien coûté de la faire et ça a été vraiment un cadeau à la Manif pour tous, ils ont donné les gouines en cadeau quoi, "oh, on s'en fout, c'est la PMA", on s'en fout ! [rire] T'es là, "mais !" Vraiment dégoûtée parce qu'ils ont vraiment lâché les lesbiennes quoi, c'est vraiment nous quoi, ils nous ont lâchées. [...] (Et là, du coup, pourquoi tu dis que tu "vires antisystème" ?) Parce que [...] [il y a plusieurs raisons dont le fait] de voir la trahison que j'ai ressentie déjà avec la gauche au pouvoir en ce moment, ça a commencé avec le mariage [et la question de la PMA] donc j'ai envie de dire qu'on était les premières de la liste quoi, on était juste les premières. » (Marianne, 28 ans, chargée de communication dans une entreprise)

La « trahison », qui a commencé avec le renoncement de l'ouverture de la PMA aux couples de lesbiennes et femmes célibataires, a continué pour Marianne avec les « ABCD de l'égalité ». De même pour Solenne, les femmes lesbiennes « ont accepté la revendication du mariage pour avoir la PMA », qui a été abandonnée : « Les filles vont arrêter d'avalier des couleuvres à un moment » affirme-t-elle. Finalement, pour ces femmes du *corpus*, être féministe en politique, c'est être plus à gauche que le PS : « C'est après, quand j'ai commencé à penser au féminisme et à penser en termes de systèmes d'oppressions au pluriel *etc.* que j'ai compris que le PS, c'était pas la gauche, 'fin c'était pas suffisant on va dire » (Laurine). C'est aussi ce que traduisent les propos de Marianne lorsqu'elle explique qu'elle commence à « virer antisystème » en partie à cause de cette « trahison » socialiste.

Au vu de ce qui précède, quelques remarques s'imposent. Si le genre compte dans le vote de cette minorité de femmes militantes et féministes revendiquées, il ne constitue qu'une grille de lecture à considérer parmi d'autres. Ces enquêtées mobilisent notamment l'homophobie qu'un-e candidat-e, un parti ou un enjeu peuvent véhiculer : la grille de lecture genrée intègre une lecture de la politique à l'aune de l'homosexualité. Ainsi ces femmes manifestent-elles aussi un effet de l'identité sexuelle sur la politique, comme Ellisa pour qui « les présidentielles de 2012, ben y'avait la carotte. [Elle a] voté pour la carotte », c'est-à-dire le Mariage pour tous. Enfin, si le sexe des candidates et les enjeux liés au genre orientent leur vote, aucune ne pourrait voter autrement qu'à gauche : il est impossible de voter pour une candidate de droite parce qu'elle est une femme. Comprendre cette attitude à l'égard de la politique implique maintenant de revenir sur la socialisation politique de ces femmes.

L'activation d'une conscience de genre mobilisable en politique : des trajectoires de politisation fortes

Ces femmes qui lisent la politique en termes de genre se revendiquent toutes comme étant féministes. On repère deux types de trajectoires parmi ces enquêtées, qui montrent comment le féminisme peut provoquer, chez elles, une conscience de genre : des trajectoires marquées par une socialisation politique primaire forte dans des familles très politisées selon des valeurs de gauche propices à une prise de conscience précoce des rapports de domination, et des trajectoires marquées par une socialisation secondaire intense au féminisme, compensatrice d'un sentiment d'incompétence en politique. Ces types de trajectoires, mêlés à des expériences de stigmatisation souvent difficiles, fabriquent une conscience de genre alors applicable à la politique.

Politisation précoce et expérience sociale des inégalités

Pour une partie des femmes, la mobilisation du genre comme grille de lecture du monde social s'inscrit dans une politisation et une prise de conscience des rapports de domination qui surviennent tôt dans les trajectoires, du fait d'une socialisation politique primaire à gauche intense et structurante. La socialisation politique de ces enquêtées est structurée soit par la transmission familiale, soit par des activités militantes hors famille à l'adolescence, et devient véritablement structurante du fait que cette socialisation s'ancre dans l'expérience vécue d'inégalités ou de stigmates à même de fonctionner « comme instruments d'appréhension des réalités sociales et notamment des réalités “politiques”²⁶ ». En effet, si la socialisation politique primaire de ces femmes est intense et précoce, elle prend surtout place dans des conditions sociales qui aiguïssent la perception des dominations. C'est bien sûr d'abord l'expérience du décalage de genre, typique de beaucoup de trajectoires lesbiennes²⁷ et qui concerne les enquêtées dont il est question ici, mais cela peut être aussi l'expérience du handicap, du racisme, ou du déclassement. De telles conditions donnent corps aux contenus de la socialisation politique primaire et aux prises de conscience qu'elle permet.

Solenne grandit dans l'univers très militant de ces parents instituteur·trice·s dans une mouvance d'éducation populaire, militant·e·s dans un CEMEA²⁸, avec un père qui prend part aux événements de Mai 68 à Paris alors qu'ils habitent en province. Dans cette famille, « on parlait de la guerre d'Algérie, [...] on n'écoutait que France Culture, on lisait les journaux, on regardait à peine la télé [...], et on allait dans les meetings, on allait dans les manifs ». Chaque année, ses parents l'emmènent au Festival d'Avignon où elle a « fait des soirées bol de riz pour soutenir les Biafrais » et où elle « n'[a] fréquenté que des militants algériens, chiliens ». Adolescente, Solenne utilise son argent de poche pour s'abonner à *La Gueule Ouverte*, lit *Rouge*, et s'engage à 17 ans dans un groupe de militants qui occupent le Larzac. Ces engagements se poursuivent tout au long de sa vie d'adulte dans le « milieu » LGBT et féministe. Cette socialisation politique prend par ailleurs place dans une trajectoire qui connaît tôt les difficultés financières (« mon père oubliait de donner de l'argent, donc en fait on a vécu sur le salaire de ma mère pendant des années »), et qui est surtout marquée par

²⁶ GAXIE, Daniel. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, n° 2, vol. 52, 2002, p. 149.

²⁷ VERDRAGER Pierre, *L'homosexualité dans tous ses états*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2007 ; CHETCUTI Natacha, *Se dire lesbienne : vie de couple, sexualité, représentation de soi*, Paris, Payot, 2010 ; CHETCUTI Natacha et GIRARD Gabriel, « L'appropriation d'une sexualité minorisée », *Revue ζ Interrogations ?*, n° 21, 2015, consulté en ligne.

²⁸ Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active.

l'expérience du handicap de Solenne, depuis la naissance, « c'est comme si t'étais blanc dans un pays où ils sont tous verts, et que vous êtes que deux blancs quoi » précise-t-elle en parlant de sa jeunesse en tant qu'enfant ayant un stigmat visible. Ce handicap, « c'est mon identité, comme je suis une femme, comme je suis lesbienne ». Cette expérience de l'instabilité financière et du stigmat vécu comme un anormalité ne peut que rendre plus vive la réception des discours et contenus transmis dans sa socialisation politique primaire avec des parents militants.

Le cas d'Ellisa montre aussi que le vécu personnel est un point d'ancrage des contenus de la socialisation politique familiale. La socialisation primaire d'Ellisa la sensibilise très fortement aux questions de classe et de race, que cela soit à l'école où elle est confrontée à des différences sociales et raciales qui l'interpellent, ou au sein de sa famille où « la galère » des parents est, dans le récit familial, expliquée par leur ascendance algérienne. Ses parents ont eu pour projet de la « blanchir », par le prénom ou l'ascension sociale « parce que quand tu n'es pas blanc tu ne réussis pas, dans l'histoire de mes parents ». Ellisa a ainsi changé de collègue en troisième pour un meilleur établissement où il y avait des gens « ultra blindés, [elle] étai[t] avec des “filles de” et des “fils de” » alors qu'elle provient « des quartiers nord [de la ville], et pas dans la partie riche des quartiers nord ». Son père lui « expliquait le black power » et les raisons pour lesquelles la famille ne pouvait pas avoir de piano ou manger du saumon autant que d'autres familles, lui donnant ainsi des outils de mise en sens de son expérience. La conscience qu'elle a très tôt des inégalités sociales et raciales, conjuguée à son sentiment de décalage de genre (des camarades l'appelaient Sean Paul du fait de ses tenues vestimentaires et de sa coiffure au collègue), génèrent une très forte curiosité qui la pousse à faire des lectures, notamment sur internet, au cours desquelles elle découvre Judith Butler ou le concept de « racisation », qu'elle s'approprie. Le « milieu alternatif » et artistique qu'elle fréquente au sortir de l'adolescence lui fait rencontrer des féministes, une personne trans', des « sexualités alternatives » qui alimentent ses réflexions. Ellisa a tenté par la suite de militer au sein d'SOS-Homophobie puis d'une organisation lesbienne féministe *queer* mais n'y est jamais restée longtemps car dans chacune des associations manquait un élément trop important pour elle du triptyque genre-race-classe.

Dans le cas de Marie enfin, la conscience des rapports de domination n'est pas une transmission familiale. Sa famille est peu politisée, mais la politique prend une place très importante à l'extérieur de la famille, dès le collège.

« J'avais onze ans et demi, j'allais sécher les cours pour faire les manifs SOS racisme [...], avec des petites mains jaunes partout et on y allait, moi j'avais le badge SOS racisme “Touche pas à mon pote”, et on s'était pris la gueule avec des jeunes qui avaient au moins 14 ans qui portaient le badge du Front national “Touche pas à mon peuple”, ouais ouais, t'avais une vraie politisation très jeune à l'époque, c'était marrant, ah ouais, ça faisait des clans au bahut [...]. Quand y a eu des mouvements sociaux qu'ont été suivis dans les lycées où j'étais, y avait eu des grèves en 90 j'crois, si, j'm'en souviens parce que j'étais passée en couverture de *Libération*, avec mon meilleur pote et un mégaphone. 'Fin voilà, tout ce qui était manif lycéenne, je sais que j'étais assez investie là-dedans [...], mais j'me souviens 'fin typiquement j'ai pas fini à l'UNEF quoi tu vois, donc j'pense que j'avais quand même un truc un peu critique déjà. » (Marie, 42 ans, cheffe de projet dans une association)

Via la lutte des sans-papiers de l'Église Saint-Bernard²⁹ en 1996, Marie entre à Act Up à 22 ans, où elle restera très engagée pendant une dizaine d'années, en parallèle de son investissement syndical (CGT) ou partisan (NPA) ; elle est encore très investie dans les réseaux militants parisiens. Dans son cas, sa jeunesse se passe entre la sphère familiale – ses

29

Mouvement autour de l'expulsion de 300 sans-papiers réfugiés dans l'Église parisienne en août 1996.

parents sont professeure et ingénieur – et l’univers de banlieue auquel appartient son groupe de pairs.

« Mes potes mecs c’étaient des mecs de banlieues, pas des grosses cailles, bon quelques-uns oui mais voilà, qui étaient plutôt en mode un peu des marlous qui dealaient du shit à des bouffons pour se faire du fric, [...] ils venaient de la cité, j’suis allée au collège avec eux. J’étais super pote avec eux, en même temps y avait cette dimension de classe, ils savaient très bien que j’étais pas de la même classe qu’eux, que c’était tendu, que j’étais riche et qu’ils étaient pauvres, mais on s’entendait bien quoi. »

Ses « potes » étaient tous racisés. Marie commence par ailleurs à travailler tôt, sans nécessité, mais probablement à l’image de ses « potes », ce qui l’engage dès ses 16 ans sur une voie de déclassement où elle enchaîne les petits boulots à McDo, dans la manutention de la grande distribution – « moi j’veux bien que ça soit une grande surface et qu’tu sois agent de caisse mais en fait mes couilles quoi non juste t’es à l’usine hein j’t’assure » –, ou en centre d’appel, « avec un appel toutes les quatre secondes pendant huit heures, c’est le tertiaire pour les prolos ». Marie intériorise ainsi assez tôt des schèmes critiques d’appréhension du monde social en termes de classe et de race qui mettent en sens son expérience vécue.

Au sein ou à l’extérieur de l’univers familial, ces enquêtées sont façonnées par une socialisation politique primaire intense et structurée recoupant des expériences sociales d’inégalités et de stigmatisations qui les sensibilisent d’autant mieux aux dominations. La prise de conscience des dominations raciales et sociales prépare alors chez elles le terrain à l’émergence d’une conscience de genre qu’elles s’approprient très vite, au sortir de l’adolescence, et qui s’ancre dans leur expérience du genre et de l’homosexualité. Elles deviennent ainsi féministes au gré de rencontres, au contact des groupes militants qu’elles côtoient ou dans lesquels elles s’investissent, qui les familiarisent avec les théories féministes et certaines lectures. Les organisations féministes n’apparaissent pas chez elles comme le moyen de résoudre des tensions éprouvées du point de vue du genre et de la sexualité, mais participent néanmoins d’un processus de prise de conscience large, intense, et précoce. Le féminisme ne transforme donc pas leur rapport à la politique, mais leur fournit une grille d’interprétation supplémentaire. Notons que chez ces femmes plus que les suivantes opèrent les autres décodages de la politique que sont l’antiracisme ou la classe sociale. Chez les enquêtées dont il va maintenant être question, ces deux grilles semblent peser moins lourd que le féminisme dans l’appréhension de la politique, alors que dans le cas des femmes très politisées depuis l’adolescence, toutes ces grilles de lecture se valent et rendent leur choix de candidat·e·s ou de parti encore plus délicat : si, à l’occasion de l’élection présidentielle de 2007, Ellisa aurait eu du mal à voter pour Ségolène Royal bien qu’elle soit une femme, c’est parce que cette femme politique est « une blanche bourgeoise ».

La socialisation féministe comme socialisation secondaire à la politique

Pour une autre partie des femmes militantes féministes revendiquées, la conscience de genre émerge surtout à la faveur d’une intense socialisation secondaire au féminisme, qui opère en même temps comme une socialisation à la politique. Chez ces enquêtées, le féminisme a agi comme un incubateur du rapport à la politique. La socialisation féministe a façonné leur politisation par un mécanisme de compensation du sentiment d’incompétence qui marque le *gender gap* dans le rapport à la politique³⁰. Ces enquêtées expriment leur sentiment

³⁰ CHICHE Jean et HAEGEL Florence, « Les connaissances politiques » in Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER et Paul SNIDERMAN (dir.), *La démocratie à l’épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 273-292 ;

d'incompétence comme étant plus fort avant leur socialisation féministe qu'après. Le féminisme a en effet pu susciter chez elles un intérêt pour la politique et leur a donné les moyens de la décoder, parfois en les outillant pour aborder d'autres enjeux que ceux liés au genre.

« Le fait de rencontrer justement des militantes et que elles, elles dénonçaient le système, ben déjà j'ai découvert que y'avait des systèmes, 'fin j'étais pas du tout politisée à l'époque, et du coup ça m'avait fait découvrir à la fois la politique et à la fois les réflexions politiques surtout, parce que par exemple les féministes [à la fac], elles étaient pas spécialement dans un parti mais elles avaient cette réflexion en termes de classe que ça soit sociale, genrée ou racisée, et là genre j'étais là aaaaaah 'fin je sais pas comment dire, quand on est ado on sait que y a plein de choses qui vont pas dans le monde mais on sait pas trop analyser [...]. Et du coup, ça m'a vachement parlé, ça m'a vachement émue, et après effectivement j'ai compris où moi je m'imbriquais dans ces classes et donc pourquoi je me sentais pas bien [...]. Depuis que je suis militante du coup, je me suis familiarisée avec les termes politiques, comment dire, ben déjà des classes, des trucs un peu plus économiques et tout, qu'avant je comprenais absolument rien et maintenant je comprends un peu mieux mais je comprends pas tout. » (Julia, 28 ans, bibliothécaire)

Ces enquêtées grandissent dans des familles plutôt de gauche mais peu politisées : Julia grandit avec sa mère qui ne vote pas toujours et de qui elle a hérité « zéro culture politique ». Dans la famille de Laurine, « on parlait plus de la politique locale que de la politique nationale [...], c'est quand même très gentillet comme on en parle ». Les parents de Marianne ne parlaient pas beaucoup de politique à la maison, sa mère est « plutôt détachée » et à gauche, alors que son père, c'est « du Sarkozy bien bleu ». D'après les résultats classiques des travaux sur la socialisation politique infantine³¹, de tels cadres familiaux de socialisation à la politique ne favorisent pas une politisation structurante des individus, laissant ainsi le champ libre à un apprentissage de la politique *via* les engagements féministes. La socialisation au féminisme correspond, dans notre *corpus*, à deux voies possibles. Tout d'abord, la socialisation militante organisationnelle. L'épreuve du décalage de genre typique des trajectoires gaies et lesbiennes a poussé certaines enquêtées à s'engager dans une organisation féministe :

« Je fais exactement la même chose que mon frère mais avec moi ça passe pas, ou alors on va me faire des remarques. Et du coup y avait un côté toujours de c'est pas juste. C'est pas juste. Et du coup y avait quand même des problèmes avec ça, après au collège-lycée, j'étais un peu aussi une annexe du planning familial, parce que je me renseignais plus, je me renseignais beaucoup, je voyais aussi certaines choses et ça me révoltait [...], je parlais avec [une amie] à l'époque on parlait beaucoup de ça, sans avoir toutes les clefs on ressentait déjà certaines choses. [...] Voilà, la manière dont les filles étaient traitées, ça me rendait dingue quoi. Et au collège, c'était d'avoir dans les toilettes ma meilleure amie qui s'est fait violer et d'aller voir le mec qui comprenait pas pourquoi ! De dire "ouais, je comprends pas, qu'est-ce qu'elle a ?", et de voir cette incompréhension aussi ! Il savait honnêtement pas ce qu'il avait fait, c'était voir ce genre de choses. C'était, en quatrième, je suis arrivée en classe, le premier mot que je fais passer à ma voisine [de la part du camarade d'à côté], c'est "veux-tu coucher avec moi, oui, non, coche", ça, c'était le genre de mot qui passait en classe, c'était quotidien, c'était une copine qui est tombée enceinte, une autre qui a failli, c'était aussi prendre conscience de tout ça assez tôt, de dire "y a un truc qui va pas du tout là." [...] Et j'avais envie de faire en sorte que ça arrive pas quoi, que

JERIT Jennifer et BARABAS Jason, « Revisiting the Gender Gap in Political Knowledge », *Political Behavior*, n° 4, vol. 39, 2016, p. 817-838.

³¹ PERCHERON Annick, MUXEL Anne et MAYER Nonna, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

le mec il comprenne ce qu'il avait fait, que je retrouve pas mes copines-, voilà. Et du coup en 2010 je me suis engagée dans Osez le Féminisme et bon ça m'a quand même beaucoup appris et donc je suis rentrée là et j'ai découvert plein de meufs déjà qui avaient un discours, qui avaient des arguments, qui permet de repenser les choses sur des tas de sujets et de dire "ah mais oui oui, mais oui !" » (Mariane, 28 ans, chargée de communication)

Les organisations féministes n'ont fait que mettre en sens et outiller ce que l'on pourrait appeler une « pré »-conscience de genre construite dans le décalage à la norme hétérosexuelle tôt ressenti. Leur engagement féministe est en ce sens indissociable de leur expérience lesbienne : le féminisme est apparu comme une grille de lecture permettant de décoder à la fois les rapports de genre et les rapports de sexualités. Cette indissociabilité les a d'ailleurs conduites à chercher un engagement militant non plus seulement féministe, mais spécifiquement féministe *et* lesbien, notamment du fait d'expériences de lesbophobie dans les organisations féministes ou LGBT dans lesquelles elles ont débuté leur parcours militant.

La seconde forme de socialisation féministe compensatrice de l'incompétence ressentie n'est pas organisationnelle, mais passe par un cumul d'agents socialisateurs dont les effets se combinent. C'est notamment le cas d'enquêtées qui militent dans une organisation qui n'est pas d'abord définie comme féministe, mais au sein de laquelle elles peuvent rencontrer des militantes féministes. La conscience de genre que l'enquêtée forge au contact de ces femmes n'est toutefois pas assez structurante pour infuser le rapport à la politique : si l'organisation n'est pas d'abord féministe, il faut que s'ajoute l'effet socialisateur d'une conjointe militante ou d'une profession (travailler dans une bibliothèque féministe, être cadre dans un milieu d'hommes). Ce contact avec divers agents ou expériences éveillant la conscience de genre est d'autant plus fort que ces enquêtées sont marquées par un sentiment d'incompétence et une socialisation politique primaire peu structurante. Claire insiste sur le fait que la politique ne l'intéressait pas jusqu'à ce qu'elle devienne lesbienne et féministe, *via* sa partenaire, « très féministe » depuis longtemps, et *via* des rencontres à SOS-Homophobie notamment par la Commission Lesbophobie de l'association, qui l'initieront à quelques lectures. Ainsi, bien que pour Claire, la politique, « c'est compliqué, l'économie [elle] comprend rien », elle apprend à la décoder progressivement à l'aune du genre :

« Tu veux qu'j'te dise ? [La politique] j'm'en foutais. Jusqu'à y a pas longtemps, carrément. [...] (Et alors du coup l'intérêt pour la politique, c'est venu comment ? Est-ce qu'après t'être séparée de ton ex-mari, t'étais toujours pas très intéressée par la politique ?) J'étais intéressée par mes problèmes, c'est tout, tu vois. Mais c'est surtout mes rencontres, j'te dis, c'est l'assoce y a quatre ans [où je milite encore], obligée y a deux ans avec la Manif pour tous, ensuite y a trois ans et demi ma rencontre avec [ma copine] qui était très politisée, en tout cas qui était très engagée depuis longtemps, obligée de me renseigner, puis envie, et je voyais que ben la lutte elle s'associe avec de la connaissance. [...] (Et est-ce que tu regardes des débats qui sont pas liés à l'homosexualité aussi ? Est-ce que tu regardes les infos générales, le Vingt heures ou ce genre de truc ?) Un p'tit peu. Un p'tit peu. Mais plus sur le droit des femmes j'te dirais, tu vois, j'essaie de m'intéresser, à Najat Valaud Belkacem quand elle parlait pour le droit des femmes, pour la violence faite aux femmes, mais ce qui m'intéresse le plus, c'est ça, le droit des enfants, la violence des enfants, le droit des femmes. [...] (Et alors, à un moment donné tu as dit que tu pouvais voter pour des femmes ?) Oui tu sais parce que, j'ai envie, j'ai envie que les femmes, elles puissent s'exprimer haut et fort donc ça se peut que je vote simplement ben à cause de, oui, du genre. Effectivement. La dernière en date c'était- tu t'souviens là celle qui s'est présentée, l'ancienne juge là ? Qui est plutôt écolo. (Eva Joly ?) Oui, voilà, tu vois, à un moment donné j'pense qu'elle s'est présentée et ben voilà donc pour elle si j'me souviens bien ouais j'pense que j'ai voté pour elle. » (Claire, 51 ans, assistante projet dans une petite agence de communication)

L'association que Claire opère entre droits des enfants et droits de femmes, aux accents un peu essentialisants, témoigne d'une conscience de genre en cours de construction et d'une déconstruction des identités de genre en cours d'apprentissage, dans une association qui n'est pas d'abord féministe. Les parents de Claire étaient gaullistes puis sarkozystes, mais dans une famille où la politique n'est pas très présente, sauf au travers de « poncifs » contre les immigrés et les « gauchistes ». Sa découverte du féminisme, vécue comme une libération et une puissante source d'explication de son vécu, a façonné son rapport à la politique en compensant l'héritage politique familial peu structurant.

Ce second groupe d'enquêtées montre que, pour que le rapport à la politique soit infusé par la conscience de genre, il faut que le féminisme – vécu comme une révélation – ait été un incubateur du rapport à la politique, et qu'il ait été véhiculé par un engagement fort dans une organisation militante ou par plusieurs agents socialisateurs. Chez toutes, la socialisation féministe passe par des lectures qui participent de la formation de leur conscience de genre³², avec des références qui reviennent fréquemment dans les entretiens, et qui sont aussi décrites comme des moments de révélation, « un déclic parce que ah ! Ça met des mots ! Ça met des mots ! » (Marianne). Ces pratiques de lecture s'inscrivent par ailleurs dans des trajectoires d'ascension sociale courte, où s'accumule un capital culturel qui donne sens à sa position en tant que femme et lesbienne. Pour ces femmes, lesbianisme et féminisme deviennent ainsi indissociables, et conscience de genre et conscience de la domination hétéronormative s'entremêlent.

Un cas du sous-*corpus* de ces femmes qui lisent la politique à l'aune du genre ressort : Christine appartient à la génération qui a été politisée dans le sillage de Mai 68. Sa trajectoire est profondément marquée par sa découverte du marxisme, ses engagements au sein du Parti communiste et d'une organisation féministe dans les années 1970, qui bousculent le cadre conservateur de son univers primaire. Cette très forte politisation est à la source de sa lecture genrée de la politique et son vote pour Ségolène Royal « parce que [c'est] une femme ». Au final, il ressort de l'examen de ces différents profils d'enquêtées que le genre devient une grille de lecture de la politique lorsqu'une conscience de genre a été construite soit au travers d'une socialisation politique primaire à gauche intense, qui permet de prendre conscience des diverses formes de dominations et de nommer ses propres expériences douloureuses, soit au travers d'une socialisation secondaire intense au féminisme, qui compense les déficits d'une socialisation politique primaire peu structurante. Il reste que la majorité des enquêtées du *corpus* ne mobilisent pas le genre dans l'appréhension de la politique et pour la plupart ne se disent pas féministes.

Absence ou mobilisation partielle et spontanée d'une grille de lecture genrée de la politique

Parmi les femmes qui ne mobilisent pas le genre dans le décryptage de la politique – la majorité du *corpus* – quelques rares enquêtées utilisent l'étiquette « féministe », mais elles ne la revendiquent pas à proprement parler et lorsqu'elles se déclarent féministes, c'est avec hésitation et nuances. Elles restent éloignées du féminisme déconstructiviste endossé par les précédentes enquêtées, lui préférant un féminisme plus consensuel, égalitaire, et différentialiste. Cette identification ne survient par ailleurs pas sans que l'enquêteur enjoigne les enquêtées à aborder la question du féminisme, alors qu'elle était spontanée et rapidement verbalisée chez les femmes précédemment analysées. Les enquêtées « non féministes » ou

32

Voir sur ce point ALBENGA Viviane et BACHMANN Laurence, « Appropriations des idées féministes et transformation de soi par la lecture », *Politix*, n° 1, vol. 109, 2015, p. 69-89.

« pas vraiment féministes » peuvent manifester une conscience de genre en évoquant parfois des inégalités de genre, le harcèlement de rue ou les différences de salaires, quelques unes peuvent y attacher un sentiment d'injustice mais sans que cela ne suscite d'indignation aucune, à l'inverse des féministes revendiquées. Cette conscience de genre reste partielle c'est-à-dire qu'elle n'est pas appropriée au point de devenir une grille de lecture du monde social (et donc de la politique aussi). Les propos suivants en sont symptomatiques :

« J'ai jamais trop ressenti de discriminations par rapport à mon genre. En même temps, après avoir fait mes études de droit je suis allée vers un domaine plutôt associatif, social, du coup où les femmes sont très majoritaires, pas forcément aux postes les plus élevés mais bon, après ça dépend, quand même, y en a dans le social aussi. Mais moi j'ai jamais eu d'expérience en tout cas j'en n'ai aucune qui me vienne à l'esprit, d'être victime de discrimination, on va dire parce que femme. J'ai jamais senti que ça puisse être un problème » (Annie, 36 ans, juriste)

Les inégalités de genre sont mises en balance avec d'autres inégalités ou enjeux prioritaires. Ces femmes, qui n'ont pas été socialisées au féminisme, ni par l'université, ni par une conjointe, ni par une organisation ou des lectures, n'adoptent ainsi pas de grille de lecture genrée systématique du monde social, à l'inverse des précédentes enquêtées. La plupart ont certes ressenti, au cours de leur socialisation primaire, le décalage de genre typique des trajectoires homosexuelles, mais celui-ci s'est résorbé chez elles par un apprentissage de la féminité – laquelle n'est pas (voire pas du tout) valorisée ou valorisante pour les précédentes enquêtées, qui se retrouvent plus facilement dans des performances *butch* ou *queer*. Ainsi figurent parmi les enquêtées « non féministes » les quelques rares femmes du *corpus* affirmant s'être toujours senties à l'aise dans leur genre, aimer se maquiller, et avoir toujours soigné leur apparence féminine. L'absence de décalage vis-à-vis des normes attendues peut s'interpréter comme un produit du poids des normes de genre dont il peut être coûteux de dévier (pensons au stigmatisme de la « camionneuse »)³³. Beaucoup de ces enquêtées ne s'inscrivent par ailleurs pas dans des trajectoires d'ascension sociale, et, lorsque c'est le cas, ce n'est pas par le biais des sciences humaines et sociales (mais des études de droit ou de commerce). Plusieurs mécanismes ressortent du sous-*corpus* de ces femmes qui font écran à l'émergence d'une conscience de genre systématisée et, *a fortiori*, à la mobilisation d'une grille de lecture genrée de la politique.

Des facteurs propices à une conscience de genre non systématisée

Les trajectoires donnent à voir plusieurs conditions favorisant l'absence d'une conscience de genre ou sa mobilisation partielle. Il y a tout d'abord des cas où le rapport à la politique est structuré dès la vie de jeune adulte par une socialisation primaire à gauche, mais sans prise de conscience forte des dominations. Si le féminisme survient dans ces trajectoires, par l'intermédiaire d'une conjointe par exemple, il n'agit pas comme incubateur du rapport à la politique, celui-ci étant déjà structurée. La socialisation au féminisme n'est alors pas assez forte pour modeler la lecture de la politique. C'est le cas de Pauline (35 ans, directrice artistique en agence) qui grandit entre un père syndiqué, un oncle délégué syndical, communiste et élu, et une mère qui lui « expliqu[ait] très simplement la politique en [lui] disant que les pauvres ben c'est les gentils qu'ont pas d'argent, les gens de gauche c'est les

³³ CHETCUTI Natacha, *Se dire lesbienne, op. cit.* ; PERRIN Céline et CHETCUTI Natacha, « Au-delà des apparences. Système de genre et mises en scène des corps lesbiens », *Nouvelles Questions Féministes*, n° 1, vol. 21, 2002, p. 18-40. THOMAS Julie, « Le corps des filles à l'épreuve des filières scolaires masculines. Le rôle des socialisations primaires et des contextes scolaires dans la manière de "faire le genre" », *Sociétés contemporaines*, n° 2, vol. 90, 2013, p. 53-79.

gentils, et les gens de droite c'est plutôt les méchants patrons qui ont de l'argent ». La famille, nucléaire comme élargie, parlait de politique et lisait « le Nouvel Obs, c'est pas très objectif mais ça contrait un peu l'Huma ». La politisation structurée qu'elle hérite de son univers primaire, qui ne s'ancre pas dans un vécu personnel des inégalités, inhibe tout sentiment d'incompétence et ne laisse pas d'espace au féminisme pour opérer comme décrypteur de la politique. Pauline est pourtant en couple depuis plusieurs années avec une femme fervente militante féministe qui la sensibilise à ce regard :

« Elle [mon épouse] me fait me poser des questions que je m'étais jamais posée avant. Et notamment sur ma condition de femme. Moi au début j'arrivais justement en mode "mais non y a pas de problème" tu vois, on est dans une société moderne où bon y a peut-être parfois quelques petites discriminations machin, mais globalement ça va quoi, et puis elle étant plus sensible là-dessus, ayant plus de d'exemples, ayant étudié aussi beaucoup plus, donc elle a des références que je n'avais pas, et donc elle m'a amenée aussi à réfléchir différemment. Alors dans la douleur, parce que moi j'étais toujours "nan ! nan ! nan nan nan" [amusée] donc ouais elle m'a forcément éveillée ouais c'est vrai » (Pauline, 35 ans, directrice artistique en agence)

Cet « éveil » ne génère aucune lecture genrée systématique du monde social et encore moins de la politique chez Pauline. Ses votes font sens pour elle sous l'angle de l'anti-Sarkozysme (pour l'élection de 2007), ou de son allégeance au Parti socialiste et de son homosexualité : « (T'avais repéré l'engagement du mariage de François Hollande ?) C'est pas pour ça que j'ai voté pour lui si c'est ça ta question. J'aurais de toute façon voté PS. Et après l'engagement 31³⁴ oui ».

On repère ensuite des cas de socialisation primaire qui favorisent l'intériorisation de l'ordre social tel qu'il est sans que ne surviennent dans les trajectoires les agents ou cadres socialisateurs au féminisme. Il s'agit d'enquêtées socialisées dans un cadre plutôt bourgeois, à droite, souvent dans des familles avec au moins un des deux parents catholique pratiquant. L'analyse de Michelat et Simon souligne en effet qu'une socialisation catholique ancrée à droite concourt à éloigner de tout « esprit de revendication³⁵ » et à faire intérioriser un ordre social naturalisé à accepter plutôt qu'à contester. Les femmes socialisées dans un catholicisme de gauche ne manifestent pas plus que les autres de conscience de genre si le féminisme n'a pas croisé leur trajectoire. Annie (36 ans, juriste) confie qu'elle « ne [se] sen[t] pas féministe ». Bien qu'elle manifeste une certaine conscience de l'exclusion des femmes par l'Église – « prêtre [femme] on n'y est pas encore [rire], on n'y sera jamais » admet-elle –, elle ne mobilise pas le genre dans son appréhension de la religion, à l'inverse des quelques chrétiennes féministes revendiquées et militantes du *corpus* qui qualifient l'Église d'« institution hiérarchique et masculine, qui l'est toujours, et qui exclut les femmes » (Christine). De même, à l'inverse des femmes chrétiennes et militantes féministes, la grille de lecture genrée n'intervient pas du tout dans l'appréhension de la politique chez Annie. Une pluralité de postures s'observent au sein du catholicisme de gauche, qui ne favorisent pas nécessairement la mise en cause de l'ordre social, certain·e·s légitimant l'Église et oscillant parfois entre droite et gauche³⁶. Annie grandit avec des parents investis dans leur paroisse, qui votent « soit socialiste, soit les verts ou peut-être parfois Bayrou », mais qui restent

³⁴ L'ouverture du mariage aux couples de même sexe était l'engagement n° 31 du programme du candidat François Hollande.

³⁵ MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

³⁶ DONEGANI Jean-Marie, *La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*, Paris, Presses de la FNSP, 1993, chapitre 4.

traditionnalistes sur la morale sexuelle, « ils sont quand même assez proches de la ligne du Vatican sur ces questions-là, tout en n'étant pas non plus intégristes hein, du tout, [...] ils ont quand même une tolérance vis-à-vis des [questions de sexualité] ». La religion, sans être ancrée à droite, semble alors suffire à l'intériorisation de l'ordre du genre, qui sans socialisation au féminisme n'est pas remis en cause.

On repère aussi que le cas des enquêtées racisées contraste avec celui d'Ellisa présenté plus haut. Rajana (25 ans, étudiante d'école de commerce) et Farida (30 ans, agent SNCF) ne se revendiquent pas vraiment féministes, « je me suis pas beaucoup intéressée au féminisme. Peut-être plus tard », suggère Rajana qui, certes, milite au sein d'SOS-Homophobie, mais ne côtoie pas la Commission « lesbophobie » de l'association. Ces deux enquêtées n'ont pas été tôt et intensément sensibilisées aux rapports de domination, ni raciaux ni de classe, ni incitées, au gré de rencontres ou d'organisations, à faire des lectures comme l'a été Ellisa.

Beaucoup de ces femmes enfin ont par ailleurs grandi dans des familles peu politisées, dans lesquelles les discussions politiques étaient rares. Ce sont des profils d'enquêtées similaires aux cas des femmes précédemment analysées, chez qui le féminisme compense la socialisation politique primaire peu structurante et le sentiment d'incompétence. Toutefois, les enquêtées dont il est question ici n'ayant pas été socialisées au féminisme, un désintérêt relatif pour la politique et un sentiment d'incompétence persistent et ne sont pas compensés. Dans ce cas, ce sont d'autres grilles de lecture qui peuvent prendre le pas, comme celle de l'identité nationale chez Sandra (24 ans, agent de police). Cette enquêtée a grandi avec sa mère, employée d'un syndic d'immeuble, et se positionnant plutôt à droite de l'échiquier politique, sans que ses enfants ne sachent pour qui elle votait, ni que des discussions politiques ou des commentaires de journaux télévisés ne soient engagés au sein du cercle familial. Cette faible socialisation politique primaire laisse le champ libre à la socialisation professionnelle de Sandra, qui joue un rôle de premier plan dans l'intériorisation d'une grille de lecture particulière de la politique : sa « vision des choses », c'est « aussi parce qu'[elle a] été dans la police et qu'[elle a] peut-être une vision plus globale » ayant été confrontée aux jeunes qui « savent très bien qu'ils risquent rien et t'sais "ouais, je baise la France, moi j'nique la police" ». Sandra préfère ainsi la droite parce que « la droite représente une liberté en tant que Française, et la gauche représente une liberté en tant que lesbienne » et que « personnellement, [elle] préfère avoir peu de droits en tant que lesbienne, et savoir que [s]es enfants grandissent dans un pays où ils seront en sécurité, que d'avoir par exemple un droit à 100% parental sur un enfant qui est pas le [s]ien naturellement, et que celui-ci grandisse dans une société où il va [déjà] se faire victimiser [et] en plus y a des dangers partout ».

L'ensemble de ces femmes qui se disent « non féministes » ou qui utilisent l'étiquette avec hésitation montre ainsi en creux l'importance de passer par une socialisation politique primaire forte ou une socialisation au féminisme intense, pour que soit appropriée une conscience de genre mobilisable dans le rapport à la politique. Cela ne veut pas dire que ces enquêtées n'auraient pas été réceptives au féminisme si, comme les femmes mentionnées précédemment, elles y avaient été initiées. Les différents canaux d'émergence d'une conscience de genre structurée étant absents de leur trajectoire, l'effet des contextes primaires qui ne transmettent pas un rapport critique au monde social n'est pas contrebalancé et éloigne donc d'autant plus de la conscience de genre nécessaire à la mobilisation du genre comme décodeur de la politique.

Une lecture « intuitive » de la politique à l'aune de l'homosexualité ou du genre : un effet du poids de l'hétéronormativité

Enfin, plusieurs enquêtées donnent à voir ce que l'on pourrait appeler une lecture spontanée ou « intuitive » de la politique, émanant seulement du vécu personnel, par

opposition à des lectures construites et transmises par d'autres instances (la famille, une organisation, une conjointe) et appropriées par l'individu. On note tout d'abord d'une grille de lecture à l'aune de l'homosexualité. De façon surprenante, les femmes qui ne se revendiquent pas féministes, peu politisées, et avec une socialisation politique primaire peu structurante, peuvent, alors qu'elles ne mobilisent pas le genre pour lire la politique, décoder la politique à l'aune de l'identité sexuelle. Elles disposent d'une grille de lecture non pas genrée mais « homosexualisée » de la politique. On l'a vu avec Pauline qui évoque « l'engagement 31 » et on le voit avec Sandra qui met en balance la droite sécuritaire et la gauche – à gauche « ils proposent des programmes qui nous correspondent. (Nous qui ?) Nous les homosexuels comme le mariage et tout » –, mais qui a préféré voter pour Nicolas Sarkozy plutôt que pour François Hollande. De même, Capucine (28 ans, assistante de direction), qui grandit avec des parents de classe moyenne en province, de gauche mais pas militants, et qui ne parlaient pas beaucoup de politique, a un héritage politique familial peu structurant. Son identité sexuelle lui sert alors de boussole : « moi, j'ai voté Hollande parce que, ben parce qu'il se battait un petit peu pour la cause homo donc je me suis dit "c'est bien qu'il se batte pour nous" ». L'homosexualité, à l'inverse de l'appartenance de sexe, ne nécessite pas un parcours de politisation fort et construit pour influencer le rapport individuel à la politique. L'effet de la stigmatisation en tant qu'homosexuelle suffit à une prise de conscience capable d'orienter la lecture de la politique alors que la naturalisation du genre rend nécessaire une socialisation au féminisme pour qu'une prise de conscience s'opère. À la différence du vécu en tant que femme, le vécu homosexuel, le décalage à la norme hétérosexuelle, le sentiment d'être minoritaire sont assez puissants pour orienter le regard sur la politique de façon spontanée, sans que cela ne soit mis en forme par des agents ou cadres socialisateurs spécifiques. La conscience qu'ont ces femmes de leur place en tant qu'homosexuelle ne se traduit néanmoins pas en conscience de genre construite et appropriée, ou dit autrement, la conscience de l'hétéronormativité n'entraîne pas chez elle une conscience de genre systématisée. Comme nous l'avons dit, lorsque des inégalités de genre sont mentionnées par ces femmes c'est avec recul, nuances, et sans indignation, et cela n'engendre aucune relecture de leur place sociale en tant que femme ni, *a fortiori*, de la politique à l'aune du genre. *A contrario*, les questions d'homosexualité suscitent plus de discours et d'emphase et l'homosexualité apparaît comme la médiation du rapport au monde (et à la politique) de ces femmes : une « identité homosexuelle » s'active sans l'« identité femme ». On voit ainsi que la conscience de genre conçue comme conflictualisation et déconstruction des rapports de genre impliquant une lecture systématisée du monde social à l'aune de ce rapport peut être décorrélée de ce que l'on pourrait appeler une « conscience homosexuelle ». Cette dernière, à l'inverse de la conscience de genre, est activée sans trajectoire de politisation forte, car l'expérience sociale de l'hétéronormativité et de l'hétérosexisme suffit à conscientiser la place sociale de l'homosexualité.

Si la lecture « homosexualisée » est bien plus spontanément et intuitivement mobilisable que la lecture genrée, trois cas du *corpus* montrent malgré tout qu'une conscience de genre « intuitive » peut être à l'œuvre dans la lecture de la politique. Un cas ressort en particulier : Joëlle ne se revendique pas du tout féministe, déclare ne pas trop s'intéresser à la politique, ne vote pas pour « la cause homo », et se sent de droite depuis toujours. Pourtant, le genre contribue à orienter son regard sur la politique.

« J'ai voté Sarkozy, il était bien à l'époque [...]. Ségolène, elle faisait rire alors que-, j'étais déçue parce que j'sais pas, c'était une femme quand même, ça m'aurait plu qu'elle soit plus convaincante. Mais nan quoi, on peut pas, on peut pas [voter à gauche]. (Ça t'aurait plu, une femme présidente ?) Ouais, genre une Hillary Clinton. (C'est vrai ?) Ouais, genre moi j'adore, j'adore j'adore Angela Merkel. J'suis fan d'elle. C'est une Angela Merkel en France, moi je signe direct pour vingt ans. (Joëlle, 34 ans, cadre marketing/communication en entreprise)

Joëlle n'a pas du tout été socialisée au féminisme, « déjà les féministes ça me gonfle un peu. Celles qui disent “ouais-”, ‘fin qui sont trop trop trop dans le féminisme ça m’saoule. [...] En fait là-dessus j’ai rien à revendiquer sauf que j’aimerais bien que les femmes soient payées autant que les hommes, c’est tout ». Son cas peut s’interpréter à partir d’autres trajectoires du *corpus* qui laissent entendre que l’expérience du lesbianisme peut être assez forte pour que le genre soit une grille de lecture de la politique. Parmi les premières femmes analysées – les féministes « très » revendiquées – quelques-unes ont en effet été interpellées par les candidatures féminines avant d’être socialisées au féminisme. C’est le cas de Julia au moment de l’élection présidentielle de 2007 :

« C’est con mais à l’époque comme j’étais une meuf je me disais “ah c’est bien”, même si maintenant je l’aime pas [Ségolène Royal], mais à l’époque ça me semblait ouf, et féministe, de voter pour elle. (C’est vrai ?) Oui. (T’étais féministe déjà ?) Nan mais c’était mes prémices, et du coup, le fait de voter pour une femme, ça me semblait bien, même si je savais pas encore l’analyser. » (Julia, 28 ans, bibliothécaire)

De même, l’élection présidentielle de 2007 correspond au premier vote de Marianne. Elle a voté Ségolène Royal aux deux tours, elle en avait discuté « avec [s]a mère : “ouais c’est bien que ça soit une femme”, elle [ma mère] me fait “oui, mais elle en joue aussi”, “oui peut-être mais c’est quand même bien que ça soit une femme” », raconte-t-elle. Marianne n’était pas initiée au féminisme au moment de cette élection – « (T’étais pas encore féministe à l’époque ?) Nan, un petit peu, ‘fin y avait eu Simone » – mais surtout « y avait eu aussi tout mon vécu *etc.* donc ouais le fait que ça soit une femme, c’était déjà important [...], la violence qu’y avait au collège [et après], j’avais quand même une grosse colère par rapport à ça ». Ces enquêtées expliquent s’être questionnées et avoir été parfois gênées par les rôles genrés dans la famille ou par les comportements genrés à l’école. Leur extériorité par rapport au système hétérosexuel et ses rôles de genre a favorisé chez ces femmes un regard critique qui interrogeait les différences ou les violences de genre qu’elles repéraient dans les divers cadres socialisateurs qu’elles traversaient. « Tout [le] vécu » genré de Marianne (des cas de violences sexuelles, impossibilité de jouer au foot avec les garçons, drague hétérosexuelle vécue comme violente, volonté de faire comme son frère mais se sentir illégitime, *etc.*) résonne dans le fait que la candidate aux élections soit une femme. Quant à Julia, elle grandit avec la pression de genre de sa sœur aînée qui « avait tous les trucs féminins » (« habits de filles », se maquiller, sortir avec des garçons, aimer les princesses) et sa mère qui partageait les goûts de l’aînée alors que Julia, elle, se sentait plus proche de son frère. La conscience de genre « intuitive » qui résulte de l’expérience du malaise de ces femmes dans l’hétéronorme peut donc orienter le regard sur la politique ; et il semble bien que ce soit le mécanisme à l’œuvre chez Joëlle. Le décalage de genre à l’adolescence d’une part, qui est particulièrement fort et source d’un mal-être plus intense chez Joëlle que chez toutes les autres enquêtées, et le vécu d’inégalités de genre au travail d’autre part (elle apprend une différence de salaire avec son collègue homme à poste et diplôme équivalents) semblent avoir suffi à la rendre sensible au sexe des professionnelles de la politique. Cette conscience de genre spontanée capable d’orienter le vote alors que le féminisme n’est pas (encore) entré dans la trajectoire dépend donc d’une socialisation primaire genrée particulièrement violente ou pesante (Marianne et Julia) conjuguée au vécu d’injustices de genre au cours de la socialisation secondaire (Joëlle). Il convient néanmoins de rappeler que chez Joëlle la grille de lecture genrée reste, à l’échelle de tout l’entretien, de l’ordre de l’anecdote sur le « cas Merkel », alors qu’elle est un vrai schème d’interprétation de la politique et du monde social chez Marianne et Julia, qui, elles, ont été socialisées au féminisme et le revendiquent vigoureusement.

Conclusion

Pour que le genre soit activable comme grille de lecture pertinente de la politique, il convient donc qu'une conscience de genre plus générale ait été intériorisée au point d'être systématisée. Les femmes qui lisent la politique à l'aune du genre se revendiquent comme étant féministes sans hésitation, et le genre nourrit leur rapport non pas seulement à la politique, mais au monde social en général, perçu comme inégalitaire et hiérarchisant, non seulement du point de vue du genre, mais aussi du point de vue d'autres rapports sociaux. Il faut donc un rapport au genre très politisé pour que la conscience de genre alimente le rapport à la politique. Ce rapport très politisé au genre et cette lecture genrée du monde social et de la politique sont le produit de trajectoires de politisation particulièrement forte, pouvant reposer soit sur une socialisation féministe, soit sur une socialisation politique primaire à gauche intense et précoce, sensibilisant aux rapports de domination par ailleurs vécus. *A contrario*, se déclarer féministe, lorsqu'on a été socialisé à des valeurs conservatrices ou lorsqu'on est issu d'un univers peu politisé, peut ne pas conduire les femmes lesbiennes à mobiliser le genre comme grille interprétative de la politique. Enfin, l'expérience du décalage vis-à-vis de l'hétéronormativité peut suffire à faire émerger un regard « homosexué » sur la politique. Contrairement à ce que l'on pourrait penser spontanément, la lecture de la politique à l'aune de la sexualité ne nécessite pas une trajectoire féministe ou de forte politisation : la stigmatisation en tant qu'homosexuelle peut suffire pour que l'identité homosexuelle devienne un décodeur de la politique, chez des femmes qui ne mobilisent par ailleurs pas le genre dans leur lecture du monde social et de la politique. Moins évidente en revanche semble être l'émergence spontanée du genre comme décodeur de la politique. Les rares cas du *corpus* chez qui cela est repérable sont marquées par une expérience du lesbianisme particulièrement douloureuse et alliée à des injustices de genre. Une conscience de genre « intuitive » découle alors de leur expérience mais elle reste partielle et sélective si des agents socialisant au féminisme n'interviennent pas au cours de la trajectoire.

Une question reste à creuser à partir du constat mis en avant de la nécessité d'une socialisation au féminisme pour l'appropriation du genre comme grille de lecture de la politique : celle des mécanismes d'emboîtement du féminisme dans les trajectoires lesbiennes. Alors que (quasiment) toutes les femmes lesbiennes ressentent sinon des tensions au moins des décalages du fait de l'ordre social hétéronormé, pourquoi certaines lesbiennes s'émancipent-elles par le féminisme vécu comme une révélation (pouvant mener à une conscience de genre activable dans le rapport à la politique) quand d'autres y parviennent par des organisations LGBT qui ne sont pas d'abord féministes (ou par d'autres biais encore) ? Il faudrait entrer plus finement dans les mécanismes socialisateurs qui rendent le féminisme structurant ou non dans la trajectoire des femmes lesbiennes.

ACHIN Catherine, BARGEL Lucie, DULONG Delphine et FASSIN Eric (dir.), *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, coll. « Etudes politiques », 2007.

ACHIN Catherine et LÉVÊQUE Sandrine, « *Mind the gap !* De la variable sexe au genre des comportements électoraux », *Travail, genre et sociétés*, vol. 40, 2018/2, p. 33-50.

ACHIN Catherine et NAUDIER Delphine, « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, vol. 1, 2010/1, p. 77-93.

ALBENGA Viviane et BACHMANN Laurence, « Appropriations des idées féministes et transformation de soi par la lecture », *Politix*, vol. 109, 2015/1, p. 69-89.

ALBENGA Viviane, JACQUEMART Alban et BERENI Laure, *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 109, 2015/1 : « Appropriations ordinaires des idées féministes ».

BOURDIEU Pierre, *La domination masculine*, Paris, Le Seuil, coll. « Points. Essais », 2002 [1998].

BROUARD Sylvain, « L'orientation sexuelle affecte-t-elle les intentions de vote ? », Cevipof, *L'enquête électorale française : comprendre 2017*, La note #33, Paris, mars 2017.

BROUARD Sylvain, « Orientation sexuelle et action publique : les bénéficiaires du Mariage pour tous votent-ils plus à gauche ? », Cevipof, *L'Enquête électorale française : comprendre 2017*, La note #9, Paris, janvier 2016.

CHETCUTI Natacha, *Se dire lesbienne : vie de couple, sexualité, représentation de soi*, Paris, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2010.

CHETCUTI Natacha et GIRARD Gabriel, « L'appropriation d'une sexualité minorisée », *Revue ¿ Interrogations ?*, vol. 21, 2015, <http://www.revue-interrogations.org/L-appropriation-d-une-sexualite>.

CHETCUTI Natacha et MICHARD Claire (dir.), *Lesbianisme et féminisme : histoires politiques*, Paris, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque du féminisme », 2003.

CHICHE Jean et HAEGEL Florence, « Les connaissances politiques », in Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER et Paul SNIDERMAN (dir.), *La démocratie à l'épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2002, p. 273-292.

CLAIR Isabelle, « Pourquoi penser la sexualité pour penser le genre en sociologie ? Retour sur quarante ans de réticences », *Cahiers du Genre*, vol. 54, 2013/1, p. 93-120.

CONOVER Pamela Johnston, « Feminists and the Gender Gap », *Journal of Politics*, vol. 50, 1988/4, p. 985-1010.

COOK Elizabeth, « Feminist Consciousness and Candidate Preference among American Women, 1972-1988 », *Political Behavior*, vol. 15, 1993/3, p. 227-246.

COOK Elizabeth et WILCOX Clyde, « Feminism and the Gender Gap - A Second Look », *The Journal of Politics*, vol. 53, 1991/4, p. 1111-1122.

COOK Timothy E., « The Empirical Study of Lesbian, Gay, and Bisexual Politics : Assessing the First Wave of Research », *American Political Science Review*, vol. 93, 1999/3, p. 679-692.

DARMON Muriel, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, coll. « 128 », 2016 [2006].

DONEGANI Jean-Marie, *La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.

DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, BRACONNIER Céline, HAMIDI Camille, LEFÉBURE Pierre, MAURER Sophie et SCHERRER Vanessa, « Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication », in Pascal PERRINEAU (ed.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour-d'Aigues, Editions de l'Aube, coll. « Monde en cours. Série Essai », 2003, p. 107-129.

DURAND Mickaël et MAYER Nonna, « Genre, sexualité, et vote », in Nonna MAYER et Yves DÉLOYE (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Emile Bruylant, 2017, p. 265-318.

GAXIE, Daniel. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2, 2002, p. 145-178.

GURIN Patricia, « Women's Gender Consciousness », *Public Opinion Quarterly*, vol. 49, 1985/2, p. 143-163.

HERTZOG Mark, *The lavender vote : lesbians, gay men, and bisexuals in American electoral politics*, New York University Press, New York, 1996.

JACQUEMART Alban et ALBENGA Viviane, « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, vol. 109, 2015/1, p. 7-20.

JERIT Jennifer et BARABAS Jason, « Revisiting the Gender Gap in Political Knowledge », *Political Behavior*, vol. 39, 2016/4, p. 817-838.

MASCLET Camille, « Le féminisme en héritage ? Enfants de militantes de la deuxième vague », *Politix*, vol. 109, 2015/1, p. 45-68.

MAURER Sophie, « École, famille et politique : socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique », *Dossiers d'études. Allocations Familiales n° 16*, 2000, https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/dossier_16_-_socialisation.pdf.

MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

PATERNOTTE David et PERREAU Bruno, « Sexualité et politique en francophonie: état des lieux et perspectives de recherche », *Politique et Sociétés*, vol. 31, 2012/2, p. 3-30.

PERCHERON Annick, « La socialisation politique. Défense et illustration » dans Jean Leca et Madeleine Grawitz (eds.), *Traité de science politique*, t. 3, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, p. 165-235.

PERCHERON Annick, MUXEL Anne et MAYER Nonna, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, coll. « Collection U. Série Sociologie », 1993.

PERRELLA Andrea, BROWN Steven et KAY Barry, « Voting Behaviour among the Gay, Lesbian, Bisexual and Transgendered Electorate », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 45, 2012/1, p. 89-117.

PERRIN Céline et CHETCUTI Natacha, « Au-delà des apparences. Système de genre et mises en scène des corps lesbiens », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 21, 2002/1, p. 18-40.

TAYLOR Verta et WHITTIER Nancy E., « Collective Identity in Social Movement Communities. Lesbian Feminist Mobilization », in Aldon D. MORRIS et Carol MCCLURG MUELLER (dir.), *Frontiers in social movement theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 104-129.

THOMAS Julie, « Le corps des filles à l'épreuve des filières scolaires masculines. Le rôle des socialisations primaires et des contextes scolaires dans la manière de "faire le genre" », *Sociétés contemporaines*, n° 2, vol. 90, 2013, p. 53-79

VERDRAGER Pierre, *L'homosexualité dans tous ses états*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2007.

WILCOX Clyde, « The causes and consequences of feminist consciousness among Western European women », *Comparative Political Studies*, vol. 23, 1991/4, p. 519-545.